

Unité bidépartementale Eure Orne
1 avenue du Maréchal Foch
CS 50021
27000 Évreux

Évreux, le 12/07/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 19/06/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

PAPREC PLASTIQUES

Route de Neaufles Auvergnay
BP25
27330 La Neuve-Lyre

Références : UBDEO.2024.07.245.ECD
Code AIOT : 0005800549

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19/06/2024 dans l'établissement PAPREC PLASTIQUES implanté Route de Neaufles Auvergnay BP25 27330 La Neuve-Lyre. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite du 19 juin 2024 s'inscrit dans le cadre de l'action inopinée nationale 2024 de l'inspection des installations classées portant sur la bonne application de la réglementation relative à la prévention des pertes de Granulés de Plastiques Industriels (GPI) dans l'environnement.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PAPREC PLASTIQUES
- Route de Neaufles Auvergnny BP25 27330 La Neuve-Lyre
- Code AIOT : 0005800549
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société PAPREC PLASTIQUES exploite un site de recyclage de matières plastiques par regroupement, broyage et extrusion/granulation sur la commune de La Neuve Lyre dont l'exploitation est réglementée par l'arrêté préfectoral d'autorisation du 1er décembre 1995 et l'arrêté complémentaire du 12 novembre 2013 (relatif aux rubriques de classement).

Thèmes de l'inspection :

- AN24 Prévention GPI
- Déchets

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse

approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Equipements de prévention de rejets canalisés de granulés de plastiques	Code de l'environnement du 16/04/2021, article D. 541-361	Demande d'action corrective	2 mois
4	Audits des procédures par un organisme accrédité	Code de l'environnement du 16/04/2021, article D. 541-364	Demande d'action corrective	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Typologie des sites industriels	Code de l'environnement du 10/02/2020, article L. 541-15-11	Sans objet
3	Procédures de prévention de dispersion de granulés de plastiques	Code de l'environnement du 16/04/2021, article D. 541-362	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection des installations classées constate que l'exploitant s'est approprié la problématique des pertes de Granulés de plastiques industriels et a mis en place les mesures demandées par le décret du 16 avril 2021.

Un nettoyage quotidien du site est réalisé, des équipements de filtration ont été mis en place et sont nettoyés de façon hebdomadaire.

Des audits sont réalisés périodiquement et l'audit externe a été réalisé le 23 juin 2023.

Quelques points à améliorer sont notés (notamment plan avec détails des équipements et de leurs entretien, conclusions de l'audit externe à publier) et les justificatifs de ces actions sont à

transmettre à l'inspection.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Typologie des sites industriels

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 10/02/2020, article L. 541-15-11
Thème(s) : Actions nationales 2024, Prévention des pertes de granulés de plastiques industriels (GPI)
Prescription contrôlée : A compter du 1er janvier 2022, les sites de production, de manipulation et de transport de granulés de plastiques industriels sont dotés d'équipements et de procédures permettant de prévenir les pertes et les fuites de granulés dans l'environnement. A compter du 1er janvier 2022, les sites mentionnés au I font l'objet d'inspections régulières, par des organismes certifiés indépendants, afin de s'assurer de la mise en œuvre des obligations mentionnées au même I et de la bonne gestion des granulés sur l'ensemble de la chaîne de valeur, notamment s'agissant de la production, du transport et de l'approvisionnement.
Constats : La société PAPREC Plastiques réceptionne des déchets plastiques issus de la collecte sélective, des films d'emballage post-consommation, des rebuts de fabrications plastiques, des chutes de production plastiques. Les matières sont triées puis traitées par régénération et/ou lavage et/ou broyage et/ou extrusion. Les produits finis sont des granulés plastiques obtenus par extrusion ou broyage. Leur dimension peut varier de 0,01 mm à 1 cm. La quantité de granulés plastiques susceptibles d'être présente sur le site est bien supérieure à 5 tonnes. ==> Le site est bien soumis à l'article L. 541-15-11 du code de l'environnement et au décret n° 2021-461 du 16 avril 2021 relatif à la prévention des pertes de granulés de plastiques industriels dans l'environnement. L'exploitant explique avoir réalisé la démarche de prévention des pertes et fuites de Granulés de plastiques industriels (GPI), en équipant son site de filtres et paniers sur les rejets eaux, en rédigeant des procédures et réalisant des audits internes. L'audit externe par un organisme certifié indépendant a été réalisé en juillet 2023 et le prochain est programmé le 1 ^{er} juillet 2024. (voir planche photographique en annexe)
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Equipements de prévention de rejets canalisés de granulés de plastiques

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 16/04/2021, article D. 541-361
Thème(s) : Actions nationales 2024, Prévention des pertes de granulés de plastiques industriels (GPI)

Prescription contrôlée :

Les sites de production, de manipulation et de transport de granulés de plastiques industriels sont dotés d'équipements prévenant leur rejet canalisé dans l'environnement. Les zones de ces sites où des granulés de plastiques industriels sont susceptibles d'être répandus accidentellement sont associées à des dispositifs de confinement et de récupération prévenant leur dissémination dans l'environnement. Les équipements et dispositifs mentionnés aux précédents alinéas sont adaptés aux dimensions des granulés susceptibles d'être présents dans ces sites. Conformément à l'article 2 du décret 2021-461 du 16 avril 2021, ces dispositions s'appliquent, à compter du 1er janvier 2023, aux sites de production, de manipulation et de transport de granulés de plastiques industriels dont l'exploitation a démarré avant le 1er janvier 2021.

Constats :

Depuis fin 2017, l'exploitant a mis en place des paniers filtrants dans les regards de rejets eaux pluviales de son site.

Suite au décret du 16 avril 2021 relatif à la prévention des GPI dans l'environnement, l'exploitant a réexaminé son dispositif et ses équipements et mis en place des procédures.

L'exploitant présente les documents préparatoires aux audits, soit :

- le plan du site (à noter que le site est en pente vers la rivière La Risle, avec 1 seul point de rejet vers celle-ci au final),
- le plan des stocks et zones (broyage/régénération/lavage),
- le plan des réseaux avec l'implantation des regards avec panier de filtration et des séparateurs,
- le plan d'ensemble avec l'identification de 7 zones à risques,
- la caractérisation des microplastiques rencontrés sur le site,
- l'organisation mise en place pour traiter ces microplastiques,
- des photos de l'état d'avancement.

Sur site, l'exploitant explique disposer de :

- 1 séparateur d'hydrocarbures en haut à l'entrée du site auprès de la station de distribution de Gasoil,
- 3 séparateurs de granulés par paniers filtrants (zone lavage, zone chargement/déchargement matières broyées/granulés, zone stockage produits finis granulés),
- 2 gros séparateurs avant la rivière.

Lors de la visite, l'identification des différents types de séparateurs, avec paniers filtrants et/ou par flottation est confuse. L'appellation séparateur par l'exploitant correspond soit à un regard avec un panier filtrant (nettoyé régulièrement) ou à une cuve enterrée formant confinement et séparateur eau propre/granulés et saletés en surface (pompe et évacué régulièrement), avec un filtre avant la sortie (nettoyé régulièrement).

En cas de déversement accidentel lors des chargements/déchargements, le chauffeur doit nettoyer la zone en cause (protocole de sécurité).

Des caisses-palettes sont mises en place avec certains fournisseurs pour le transport des matières et éviter l'éventration des big-bags.

L'exploitant explique qu'un agent est employé à plein temps par le nettoyage extérieur du site depuis environ 3 ans et que le nettoyage des grilles, avaloirs et filtres est réalisé une fois par semaine. Ce nettoyage étant programmé chaque mercredi, jour de l'inspection, l'inspection a pu

assister à une partie de ce nettoyage : l'agent dispose d'une pince à déchets, de balais et pelles ; il ramasse les déchets de plastiques et/ou les granulés sur les extérieurs et nettoie les grilles et paniers filtrants.

La plate-forme sur le rejet final à la rivière a été mis en place récemment ; un dispositif de relevage du panier filtrant est envisagé plutôt que de descendre dans le panier pour le nettoyer.

Une balayeuse de la société MAILLOT intervient aussi tous les 2 mois sur le site ; l'exploitant précise qu'il va recevoir très prochainement (le 24/06/24) une balayeuse du groupe, attribuée aux 2 sites de Limay (78) et La Neuve-Lyre (27) et celle-ci pourra être utilisée ponctuellement et facilement en interne.

L'exploitant précise que le réseau d'eaux pluviales a été nettoyé en mai 2023 et que les séparateurs sont nettoyés tous les ans ; le dernier nettoyage date du 22/03/24 par la société VIAM de Bernay (BSD : 5 t de déchets dangereux liquides évacués vers la société ATHALYS de Sotteville les Rouen (76)).

L'exploitant déclare avoir réalisé une étude pluviométrique du site pour évaluer les quantités d'eaux à traiter sur le site et vérifier le dimensionnement du dernier séparateur (le remplacer au besoin) et envisager la mise en place d'aqua-filtres avant le rejet à la rivière.

(voir planche photographique en annexe)

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Le plan du site avec le réseau des eaux pluviales et ses équipements est à compléter, notamment avec une numérotation et une description des équipements associés (cuve tampon, regards, paniers filtrants, tamis, dimensions, taille des mailles,...) et les procédures de nettoyage, par zones et/ou équipements.

Les dimensions des mailles de chaque filtre seront indiquées, ainsi que la zone collectée avec le type de GPI manipulés dans cette zone et leurs tailles.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 3 : Procédures de prévention de dispersion de granulés de plastiques

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 16/04/2021, article D. 541-362

Thème(s) : Actions nationales 2024, Prévention des pertes de granulés de plastiques industriels (GPI)

Prescription contrôlée :

Tout exploitant d'un site de production, de manipulation et de transport de granulés de plastiques industriels adopte des procédures prévenant la dispersion de granulés de plastiques industriels dans l'environnement. Ces procédures visent à :

- a) Identifier les zones où des granulés de plastiques industriels sont susceptibles d'être rejetés ou répandus accidentellement dans l'environnement ;
- b) Vérifier périodiquement que les emballages utilisés pour le stockage et le transport des

granulés de plastiques industriels sont conçus et manipulés de sorte à minimiser le risque de dissémination de ces granulés dans l'environnement ;

c) Confiner et ramasser tout granulé de plastique industriel répandu accidentellement dans l'enceinte du site ;

d) Procéder régulièrement au nettoyage des bassins de rétention situés en amont des équipements mentionnés au premier alinéa de l'article D. 541-361 et des abords du site placés sous le contrôle de l'exploitant ;

e) Inventorier et s'assurer régulièrement du bon état de fonctionnement des équipements et dispositifs mentionnés à l'article D. 541-361 ;

f) Former et sensibiliser, notamment par voie d'affichage, le personnel et les tiers intervenant sur le site ;

g) Réaliser des contrôles internes semestriels de ces procédures. Les procédures mentionnées aux précédents alinéas sont adaptées aux dimensions des granulés susceptibles d'être présents dans ces sites.

Conformément à l'article 2 du décret 2021-461 du 16 avril 2021, ces dispositions entrent en vigueur le 1er janvier 2022.

Constats :

L'exploitant a réalisé des procédures concernant :

- a) l'identification des zones à risques,
- b) l'utilisation de caisses-palettes lorsque les matières le permettent,
- c) l'emploi d'un agent à temps plein chargé du nettoyage extérieur du site et de la chasse aux emballages défectueux,
- d) le nettoyage des séparateurs de confinement,
- e) le nettoyage hebdomadaire des grilles, avaloirs et paniers filtrants,
- f) un affichage a été mis en place pour sensibiliser le personnel et les tiers à la perte des microplastiques dans l'environnement,
- g) la mise en place d'audit internes semestriels (janvier 2023, juillet 2023 et prévu en juillet 2024).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Les audits internes seront transmis à l'inspection.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Audits des procédures par un organisme accrédité

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 16/04/2021, article D. 541-364

Thème(s) : Actions nationales 2024, Prévention des pertes de granulés de plastiques industriels (GPI)

Prescription contrôlée :

Pour l'application du II de l'article L. 541-15-11, on entend par " inspections régulières ", les audits des procédures mentionnées à l'article D. 541-362. Ces audits sont mis en œuvre conformément aux dispositions du présent article, dans un délai de un an à compter de leur mise en œuvre, puis au moins tous les trois ans, sous la responsabilité de l'exploitant de chaque site de production, de

manipulation et de transport de granulés de plastiques industriels, par un organisme certificateur qu'il choisit parmi ceux mentionnés à l'alinéa suivant. Les organismes certificateurs habilités à réaliser les audits mentionnés au présent article sont indépendants de l'exploitant du site et accrédités à cet effet par le Comité français d'accréditation (COFRAC), ou par tout autre organisme d'accréditation signataire de l'accord de reconnaissance multilatéral établi dans le cadre de la coordination européenne des organismes d'accréditation ("European Cooperation for Accreditation", ou "EA"), selon les dispositions de la norme ISO/ IEC 17021 "Évaluation de la conformité-Exigences pour les organismes procédant à l'audit et à la certification des systèmes de management" ou selon les dispositions de toute autre norme ou spécification technique présentant des garanties équivalentes. Ces audits peuvent être réalisés dans le cadre des audits de certification des systèmes de management de la qualité effectués par des organismes certificateurs accrédités conformément aux dispositions du précédent alinéa. Les organismes certificateurs accèdent à toute information ou document nécessaire à leur mission. L'exploitant met à disposition du public sur son site internet une synthèse de chaque rapport d'audit, en retirant les informations relevant d'un secret protégé par la loi. Conformément à l'article 2 du décret 2021-461 du 16 avril 2021, ces dispositions entrent en vigueur le 1er janvier 2022.

Constats :

L'exploitant a fait réaliser un audit externe par l'AFNOR de La Plaine Saint Denis (93) le 23 juin 2023 sur la prévention des pertes de Granulés Plastiques Industriels (GPI) selon le décret n° 2021-461. L'attestation a été délivrée au nom de PAPREC PLASTIQUES, pour 5 sites du groupe, dont celui de La Neuve-Lyre (27). Celle-ci est disponible sur le site P A P R E C (https://www.paprec.com/wp-content/uploads/2023/10/certif_ppl_gpi_prevention_pertes_granules_plastiques_industriels_vj_20260801.pdf), mais il n'y a pas de synthèse de chaque rapport d'audit ; ce point est à mettre en place.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Les résultats de l'audit sous forme de synthèse de chaque rapport d'audit est à joindre à l'attestation mise en ligne sur le site internet du site. Une présentation est à établir avec l'organisme auditeur pour les points à y indiquer (sans les points de "secret protégé").

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois